

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée Nationale	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	
Algérie et France ....	8 NF	14 NF	24 NF	20 NF	Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, rue Trolier, ALGER Tél. : 66-81-49, 66-80-96 C.C.P. 3200-50 - ALGER : IMPRIMERIE OFFICIELLE
Etranger. ....	12 NF	20 NF	35 NF	20 NF	

*Le numéro 0,25 VF. — Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.  
Prière de fournir les dernières bandes aux renouvellements et réclamations. — Changement d'adresse ajouter 0,20 N.F.*

### SOMMAIRE

#### ACCORDS INTERNATIONNAUX

Décret n° 63-71 du 4 mars 1963 portant publication de conventions bilatérales et d'accords commerciaux, p. 226.

Déclarations franco-algériennes du 19 février 1963, p. 226

Accord commercial du 26 janvier 1963 entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le gouvernement de la République populaire de Pologne, p. 228.

Accord du 18 février 1963 entre la France et l'Algérie relatif au transport aérien, p. 228.

Accord commercial du 22 février 1963 entre la République algérienne démocratique et populaire et la République populaire de Bulgarie, p. 231

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

##### MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret n° 63-65 du 18 février 1963 relatif à la diminution des loyers (rectificatif), p. 232

Décret n° 63-68 du 1<sup>er</sup> mars 1963 portant modification du décret n° 63-65 du 18 février 1963 relatif à la diminution des loyers, p. 232.

Décret n° 63-69 du 1<sup>er</sup> mars 1963 portant organisation et fonctionnement des juridictions commerciales, p. 233.

Arrêtés des 23 janvier et 19 février 1963 relatifs à la situation de commis-greffiers, greffiers et notaires, p. 233

Arrêtés du 19 février 1963 portant démission de notaires, d'avoués et d'huissiers, p. 234

Arrêté du 19 février 1963 portant désignation d'un notaire suppléant, p. 234.

Arrêté du 19 février 1963 rapportant la désignation d'un suppléant notaire et d'un huissier, p. 234.

Arrêté du 19 février 1963 portant démission d'un commissaire-priseur, p. 234.

Arrêté du 19 février 1963 portant nomination d'un adel, p. 234.

Arrêté du 19 février 1963 relatif à la situation d'un interprète judiciaire, p. 234.

Arrêté du 19 février 1963 portant mise en disponibilité de notaires et d'un cad-juge, p. 234.

##### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret du 7 février 1963 portant nomination en qualité de ministre plénipotentiaire hors-classe, p. 234.

Décret du 7 février 1963 portant nomination en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de sa Majesté le Roi du Maroc, p. 235.

Décret du 19 février 1963 portant nomination en qualité de secrétaire général du ministère des affaires étrangères, p. 235.

Décret du 19 février 1963 portant nomination en qualité de ministre plénipotentiaire, p. 235.

Décret du 19 février 1963 portant nomination en qualité de ministre plénipotentiaire, p. 235.

Décret du 19 février 1963 portant nomination en qualité de directeur des affaires politiques du ministère des affaires étrangères, p. 236.

**Décret du 25 février 1963** portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en qualité de Haut Représentant de la République algérienne démocratique et populaire en France, p. 236.

**Décret du 25 février 1963** portant nomination en qualité de ministre plénipotentiaire, p. 236.

**Décret du 25 février 1963** portant nomination en qualité de ministre délégué haut représentant adjoint de la République algérienne démocratique et populaire en France, p. 236.

#### MINISTERE DES FINANCES

**Décret n° 63-66 du 1<sup>er</sup> mars 1963** portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1963 au budget annexe de l'Imprimerie Officielle, p. 238.

**Décret n° 63-67 du 1<sup>er</sup> mars 1963** portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1963 au ministre du Commerce, p. 236.

**Arrêté du 14 février 1963** portant délégation dans les fonctions d'inspecteur principal des impôts, p. 238.

**Décision du 27 février 1963** portant création d'un parc automobile pour le ministère des habous, p. 238.

#### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

**Décret n° 63-70 du 2 mars 1963** portant organisation de la campagne vinicole 1962-1963, p. 238.

#### MINISTERE DU COMMERCE

**Arrêté du 28 février 1963** portant attributions de l'office national de commercialisation en matière d'importation des cafés verts à revendre en l'état, des cafés de triage et brisures, des cafés semi-torréfiés et des cafés verts destinés à la torréfaction, p. 239.

**Avis aux importateurs de friperie**, p. 240.

#### MINISTERE DE L'INDUSTRIALISATION ET DE L'ENERGIE

**Décret du 27 février 1963** portant nomination du directeur du bureau d'études de réalisations et d'interventions industrielles et minières (B.E.R.I.M.), p. 240.

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Décret n° 62-166 du 31 décembre 1962** portant création d'un institut pédagogique national, p. 240.

### ACCORDS INTERNATIONAUX

**Décret n° 63-71 du 4 mars 1963** portant publication de conventions bilatérales et d'accords commerciaux.

Le chef du Gouvernement, président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre du commerce et du ministre de la reconstruction, des travaux publics et des transports,

Le conseil des ministres entendu,

#### Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Seront publiés au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire :

- les déclarations franco-algériennes du 19 janvier 1963 (déclaration générale, déclaration particulière relative à la coopération technique, déclaration particulière relative aux problèmes agricoles) ;
- l'accord commercial du 26 janvier 1963 entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Pologne.
- l'accord du 18 février 1963 entre la France et l'Algérie relatif au transport aérien,
- l'accord commercial du 22 février 1963 entre la République algérienne démocratique et populaire et la République populaire de Bulgarie.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre du commerce, le ministre de la reconstruction, des travaux publics et des transports, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Alger, le 4 mars 1963.

Ahmed BEN BELLA

Par le chef du Gouvernement,  
Président du conseil des ministres,

Le ministre des affaires étrangères,  
M. KHEMISTI.

Le ministre du commerce  
M. KHOBZI.

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

Le ministre de la reconstruction,  
des travaux publics et des transports,  
A. BOUMENDJEL.

Déclarations franco-algériennes du 19 janvier 1963

#### DECLARATION GENERALE

Une délégation du gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, conduite par M. Ahmed Francis, ministre des finances, a rencontré à Paris du 14 au 19 janvier 1963 une délégation du gouvernement de la République française, conduite par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des affaires algériennes.

Les entretiens ont porté sur l'ensemble des relations financières entre les deux pays et les problèmes généraux qu'elles soulèvent.

Les deux délégations, dûment habilitées par leurs gouvernements respectifs, sont parvenues aux conclusions suivantes :

1<sup>o</sup>) La délégation algérienne a exposé les grandes lignes de sa politique financière fondée sur l'équilibre de son budget. En raison du décalage dans le temps entre le recouvrement des recettes et le paiement des dépenses, elle a demandé des facilités de trésorerie.

Une possibilité de tirage d'un montant maximum de 250 millions de francs, valable jusqu'au 31 décembre 1963 a été prévue à cet effet : les tirages, effectués sur demande du ministre des finances de la République algérienne démocratique et populaire, seront remboursés au fur et à mesure de la reconstitution des liquidités du trésor algérien.

2<sup>o</sup>) Afin de faciliter la constitution d'un fonds de mobilisation des effets impayés, le gouvernement français a accepté de reporter au 31 décembre 1963, et éventuellement au-delà de cette date le remboursement de l'avance de 100 millions de francs consentie le 12 novembre 1962, qui devait venir à échéance le 15 mai 1963.

3<sup>o</sup>) La délégation française a réaffirmé l'engagement du gouvernement français d'accorder à l'Algérie une aide financière privilégiée pour son développement, distincte de l'aide spécifique à la réforme agraire, et d'un niveau équivalent à celui des programmes en cours au moment de l'accession de l'Algérie à l'indépendance.

La délégation algérienne a demandé au gouvernement français de préciser ses intentions à l'égard des différents modes de financement des investissements sur ressources d'origine française.

La délégation française a confirmé :

a) que l'aide inscrite au projet de budget français au titre du développement de l'Algérie s'élève à 1.066 millions de francs, dont 1.000 pour l'équipement et 66 pour la coopération technique.

Il a été précisé que la caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie affectera en 1963 au financement des investissements les ressources reportables de l'année 1962.

b) que le financement des constructions d'H.L.M. effectivement commencées au 1<sup>er</sup> juillet 1962 sera poursuivi sous réserve que l'Algérie garantisse le remboursement de l'ensemble des prêts incombant aux organismes intéressés

La délégation française a pris note du désir de la délégation algérienne de voir poursuivre l'activité du fonds d'action sociale.

Enfin, divers modes de financement complémentaire ont été envisagés, notamment le principe de l'accès d'emprunteurs algériens des secteurs public ou privé, au marché financier français.

4°) Pour assurer la continuité du financement des marchés publics en Algérie, les deux délégations ont envisagé la création d'un organisme algérien spécialisé dans le financement des marchés auquel la caisse française des marchés pourrait apporter son concours.

5°) La délégation algérienne a communiqué un projet de convention tendant à éliminer les doubles impositions entre la France et l'Algérie, et à assurer la coopération des administrations fiscales. Ce texte fera prochainement l'objet d'une discussion approfondie.

6°) Une convention tendant à la poursuite de l'exécution des dépenses du programme d'équipement public de la caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie a été signée le 16 janvier 1963 par les représentants qualifiés des deux gouvernements.

7°) Les deux délégations ont procédé à un échange de vues approfondi sur les relations monétaires entre les deux pays.

Les apports nets de l'Algérie en devises seront individualisés dans un compte de « Droits de tirage » dont le montant initial est fixé à 65 millions de dollars (monnaie de compte). Des accords ultérieurs détermineront en tant que de besoin des allocations supplémentaires en compte de « Droits de tirage ».

La délégation algérienne a réaffirmé la volonté du gouvernement algérien de maintenir la liberté des transferts entre les deux pays et la parité de la monnaie algérienne.

A cet effet, la délégation française a confirmé que l'Algérie bénéficiera en cas de besoin des possibilités de découvert en francs français prévues à l'article 11 de la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière. Les modalités de ce découvert devront être arrêtées dans les 20 jours qui suivront la demande que présentera dans cette éventualité le gouvernement algérien.

8°) Les deux délégations ont mis au point les dispositions nécessaires pour assurer dans les meilleures conditions le paiement des rémunérations garanties aux personnels français en coopération technique en Algérie par le protocole du 28 août 1962. Ces dispositions font l'objet de la première déclaration particulière.

La délégation algérienne a exprimé les besoins de divers services financiers en personne's d'assistance technique ; la délégation française a pris note de cette demande à laquelle il sera donné suite dans toute la mesure du possible.

9°) La délégation algérienne et la délégation française ont particulièrement étudié les questions relatives à l'ensemble des problèmes agricoles ; les conclusions auxquelles elles ont abouti font l'objet de la deuxième déclaration particulière.

Fait à Paris, le 19 janvier, 1963.

Pour le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire,  
Le ministre des finances,  
Ahmed FRANCIS.

Pour le Gouvernement de la République Française,  
Le secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des affaires algériennes,  
Jean de BROGLIE.

#### PREMIERE DECLARATION PARTICULIERE RELATIVE A LA COOPERATION TECHNIQUE

La délégation du Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire et la délégation du Gouvernement de la République Française ayant constaté, d'une part que la garantie d'un paiement régulier des rémunérations dues aux personnels français servant en Algérie en coopération technique,

conditionnait dans une large mesure la réussite de cette coopération entre les deux pays, et d'autre part que ce paiement par les soins des services algériens tant que leur réorganisation ne sera pas achevée était de nature à entraîner des retards considérables, ont arrêté avec l'accord de leurs Gouvernements les décisions suivantes :

1°) Le Gouvernement de la République Française s'engage à assurer le paiement des rémunérations dues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963 aux personnels français servant sous le régime de la coopération technique, dans les administrations et services algériens de l'enseignement public, ainsi qu'aux personnels français des autres administrations arrivés en Algérie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1963. Ce paiement sera effectué sur la base des rémunérations prévues par le protocole suivi du 28 août 1962.

2°) Le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire s'engage à assurer le paiement des rémunérations afférentes aux mois de janvier et février 1963 aux personnels français servant sous le régime de la coopération technique, dans les administrations et services algériens autres que ceux de l'enseignement public et déjà en fonction avant le 31 décembre 1962. Ce paiement sera effectué sur la base des rémunérations applicables aux personnels intéressés au titre du mois de décembre 1962.

A compter du 1<sup>er</sup> mars 1963, ce paiement sera effectué dans les conditions prévues au paragraphe 1. ci-dessus.

3°) Le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire s'engage à rembourser à l'expiration de chaque mois au Gouvernement de la République Française une somme égale au total des rémunérations calculées sur la base des émoluments applicables aux personnels intéressés au titre du mois de décembre 1962.

4°) La répartition définitive des charges entre le budget algérien et le budget français fera l'objet de négociations dans le cadre de l'échange de lettres annexé au protocole du 28 août 1962, relatif à la situation des agents français en service en Algérie.

Ces négociations s'engageront dans les plus brefs délais ; elles porteront également sur les problèmes de sécurité sociale des fonctionnaires et sur la fiscalité applicable à ces mêmes fonctionnaires.

Fait à Paris, le dix-neuf janvier 1963.

Pour le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire,  
Le ministre des finances,  
Ahmed FRANCIS.

Pour le Gouvernement de la République Française,  
Le secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des affaires algériennes,  
Jean de BROGLIE

#### DEUXIEME DECLARATION PARTICULIERE RELATIVE AUX PROBLEMES AGRICOLES

La délégation algérienne et la délégation française, dûment autorisées par leurs gouvernements, sont parvenues aux conclusions suivantes :

1°) La délégation française a confirmé son intention, conformément aux accords d'Evian, de soutenir par la voie d'une aide spécifique, distincte de l'aide à l'équipement, le développement progressif de la réforme agraire.

2°) Les deux délégations ont réaffirmé la volonté des deux gouvernements de régler tous les problèmes soulevés par l'application de la législation sur les biens vacants, dans le respect des principes consacrés par les accords d'Evian.

3°) La délégation algérienne a indiqué qu'elle partageait le souci du gouvernement français de faciliter le maintien des agriculteurs français en Algérie.

Les deux délégations ont décidé de garantir les frais engagés par les agriculteurs pour la campagne en cours. Cette garantie couvrira les risques autres que ceux résultant de l'action des éléments naturels.

A cet effet, il sera créé à Alger un Fonds de garantie alimenté par des primes payées par les agriculteurs, qui recevra une dotation initiale de 10 millions de francs, dont la charge sera répartie par moitié entre les deux Gouvernements.

Les engagements du Fonds couvriront, suivant un barème forfaitaire, les frais culturels engagés par les agriculteurs : ils seront garantis par le Gouvernement algérien et par le Gouvernement français.

Fait à Paris, le dix-neuf janvier 1963.

Pour le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire,  
Le ministre des finances,  
Ahmed FRANCIS.

Pour le Gouvernement de la République Française,  
Le secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des affaires algériennes,  
Jean de BROGLIE.

**Accord commercial du 26 janvier 1963, entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Pologne.**

Le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Pologne, désireux de développer les relations économiques entre les deux pays sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1<sup>er</sup>. — Aux fins du présent accord sont considérés comme produits algériens les produits qui sont originaires et en provenance de l'Algérie et comme produits polonais les produits qui sont originaires et en provenance de Pologne.

Art. 2. — En vue de faciliter leurs échanges commerciaux, le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Pologne s'accorderont un traitement aussi favorable que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière douanière.

Art. 3. — Les échanges des marchandises entre les deux parties contractantes seront réalisés conformément aux listes A et P portant le caractère indicatif, annexées au présent accord et qui en constituent une partie intégrante. Les deux parties s'efforceront d'atteindre de part et de l'autre le volume d'échanges commerciaux d'une valeur égale à 2.000.000 \$ soit deux millions de dollars U.S.A. par an.

Art. 4. — Les parties contractantes feront délivrer autant que nécessaire, le plus tôt possible, par les organismes compétents et conformément aux lois et règlements en vigueur dans les deux pays, les titres d'importation et d'exportation assurant la bonne réalisation des stipulations de l'article 3 du présent accord.

Art. 5. — Il pourra être procédé avec l'approbation des autorités compétentes algériennes et polonaises à des opérations compensées.

Art. 6. — Il est constitué une commission mixte composée de représentants des deux Gouvernements qui sera chargée de veiller au bon fonctionnement du présent accord.

Cette commission, qui se réunira chaque année en session ordinaire ou en session extraordinaire à la demande d'une ou de l'autre partie contractante, pourra notamment modifier les listes de marchandises annexées au présent accord et proposer aux deux Gouvernements toute mesure tendant à améliorer les relations commerciales et financières entre les deux pays.

Art. 7. — Le règlement des marchandises échangées dans le cadre du présent accord s'effectuera conformément aux dispositions de l'accord de paiement signé entre le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Pologne, en date de ce jour.

Art. 8. — Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature et sera valable pour une année.

Il sera renouvelable par tacite reconduction pour une nouvelle période d'un an, d'année en année, tant que l'une ou l'autre des parties contractantes ne l'aura pas dénoncé par écrit avec un préavis de 3 mois avant son expiration.

Fait à Alger, le 26 janvier 1963 en deux exemplaires en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire,  
Mohamed KHEMISTI.

Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne,  
Jerzy DZIUBINSKI.

**LISTE A**

**Produits algériens destinés à l'exportation vers la Pologne**

- |  |   |
|--|---|
| 1. Agrumes                             | 20. Alfa  |
| 2. Vin et Mistelles                    | 21. Liège   |
| 3. Olives de conserve et huile d'olive | 22. Crin végétal  |
| 4. Tabac en feuilles et fabrique       | 23. Peaux brutes  |
| 5. Figues                              | 24. Boyaux  |
| 6. Dattes                              | 25. Phosphates  |
| 7. Blé dur                             | 26. Minéral de fer  |
| 8. Lentilles                           | 27. Ferraille   |
| 9. Orge                                | 28. Minéral de zinc (teneur égale ou supérieure à 50% zinc) |
| 10. Tourteaux                          | 29. Constructions métalliques                               |
| 11. Sons fins                          | 30. Equipement électrique                                   |
| 12. Caroubes                           | 31. Pylones galvanisés                                      |
| 13. Jus de fruits                      | 32. Câbles et fils électriques                              |
| 14. Conserve de tomates                | 33. Fondations  |
| 15. Capres                             | 34. Rails   |
| 16. Geranium (Essence de)              | 35. Tubes galvanisés  |
| 17. Laine                              | 36. Tubes noirs   |
| 18. Couvertures de laine               | 37. Charpentes métalliques                                  |
| 19. Tapis                              | 38. Divers  |

**LISTE P**

**Produits polonais destinés à l'exportation vers l'Algérie**

- 1 Pommes de terre de semences et de consommation,
- 2 Sucre,
- 3 Beurre,
- 4 Jambon (et conserves de viande),
- 5 Bonbons et produits de sucre,
- 6 Chaussures de caoutchouc et de tissus,
- 7 Porcelite de table,
- 8 Verre de ménage, articles divers en verre,
- 9 Articles émaillés,
- 10 Bois sciés,
- 11 Charbon,
- 12 Produits chimiques divers,
- 13 Produits pharmaceutiques,
- 14 Papiers,
- 15 Tissus de coton,
- 16 Tissus de fibranne et de rayonne,
- 17 Articles textiles divers,
- 18 Profilés, fer rond, fer à béton et tôle,
- 19 Tuyaux en acier,
- 20 Machines, machines et installations de mines, machines de construction et de bâtiment,
- 21 Outils,
- 22 Divers.

**Accord du 18 février 1963 entre la France et l'Algérie relatif au transport aérien.**

Le Gouvernement de la République Française,

et le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire,

Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre la République Française et la République Algérienne démocratique et populaire et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine, en s'inspirant des principes et des dispositions de la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944 ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Les parties contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits et avantages spécifiés au présent accord en vue de l'établissement de relations aériennes civiles internationales.

**TITRE I**

**Définitions**

Art. 2. — Pour l'application du présent accord et de son annexe :

1°) le mot « territoire » s'entend tel qu'il est défini à l'article 2 de la convention relative à l'aviation civile internationale

2°) l'expression « autorités aéronautiques » signifie, en ce qui concerne la France, le secrétariat général à l'aviation civile et en ce qui concerne l'Algérie, la direction de l'aviation civile, ou dans les deux cas toute personne ou tout organisme qui serait habilité par la partie contractante dont elle ou il relève à assumer les fonctions actuellement exercées par les organismes précités.

3°) l'expression « services agréés » désigne les services aériens commerciaux réguliers spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'annexe du présent accord.

4°) l'expression « entreprises désignées » signifie toute entreprise de transport aérien désignée par l'une des parties contractantes pour exploiter les « services agréés ».

## TITRE II

### Dispositions générales

Art. 3. — Les lois et règlements de chaque partie contractante relatifs à l'entrée, au séjour et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'autre partie contractante.

Les équipages, les passagers et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque partie contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des équipages, passagers et marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, à l'immigration, à l'émigration, aux passeports, aux formalités de congé, aux douanes et à la santé.

Art. 4. — Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des parties contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre partie contractante aux fins d'exploitation des services aériens spécifiés à l'annexe ci-jointe.

Chaque partie contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre partie contractante au cas où ces brevets et licences ne seraient pas conformes aux standards de l'organisation de l'aviation civile internationale.

Art. 5. — 1°) Les aéronefs utilisés en trafic international par les entreprises de transport aérien désignées par l'une des parties contractantes ainsi que leurs équipements normaux de bord, leurs réserves de carburants et lubrifiants, leurs provisions de bord (y compris les denrées alimentaires, les boissons et tabacs) seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre partie contractante, exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes similaires, à condition que ces équipements et approvisionnements demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation.

2°) Seront également exonérés de ces mêmes droits et taxes à l'exception des redevances et taxes représentatives de service rendu :

a) les carburants et lubrifiants pris sur le territoire de l'une des parties contractantes et destinés à l'avitaillement des aéronefs exploités en trafic international par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre partie contractante, même lorsque ces approvisionnements doivent être utilisés sur la partie du trajet effectué au-dessus du territoire de la partie contractante sur lequel ils ont été embarqués.

b) Les provisions de bord de toute origine prises sur le territoire de l'une des parties contractantes dans les limites fixées par les autorités de ladite partie contractante et embarquées sur les aéronefs utilisés en trafic international par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre partie contractante.

c) Les pièces de rechange importées sur le territoire de l'une des parties contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs utilisés en trafic international par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre partie contractante.

3°) Les équipements normaux de bord, les matériels, les approvisionnements en carburants, lubrifiants et provisions de bord ainsi que les pièces de rechange se trouvant à bord des aéronefs de l'une des parties contractantes exploités en trafic international ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre partie contractante qu'avec le consentement des autorités douanières de ladite partie contractante. En ce cas, ils

pourront être placés sous la surveillance desdites autorités douanières jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'ils aient fait l'objet d'une déclaration de douane.

4°) Les équipements, les approvisionnements et le matériel en général ayant bénéficié, lors de leur entrée sur le territoire de l'une des parties contractantes, d'un régime de faveur en vertu des paragraphes ci-dessus ne pourront être aliénés, sauf autorisation des autorités douanières de ladite partie contractante.

Art. 6. — Chaque partie contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre partie contractante l'autorisation d'exploitation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre partie contractante ou de nationaux de cette dernière ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 3 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

## TITRE III

### Services agréés

Art. 7. — Le Gouvernement de la République française accorde au Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et, réciproquement, le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire au Gouvernement de la République française le droit de faire exploiter, par une ou plusieurs entreprises de transport aérien désignées, les services agréés spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'annexe du présent accord.

Art. 8. — Les services agréés seront exploités par une ou des entreprises de transport aérien désignées par chacune des parties contractantes pour exploiter la ou les routes spécifiées. Cette désignation sera préalablement notifiée à l'autre partie contractante.

Art. 9. — L'exploitation des services agréés par toute entreprise désignée reste subordonnée à l'octroi par la partie contractante qui accorde les droits d'une autorisation d'exploitation.

Cette autorisation d'exploitation sera accordée, dans le plus court délai possible à l'entreprise ou aux entreprises intéressées, sous réserve des dispositions des articles 6 et 10 du présent accord.

Art. 10. — Les entreprises désignées seront tenues, le cas échéant, de fournir aux autorités aéronautiques de la partie contractante qui concède les droits la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ladite partie contractante au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien.

Art. 11. — Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure au gré de la partie contractante à laquelle les droits sont accordés.

Art. 12. — La ou les entreprises aériennes désignées par l'une des parties contractantes, conformément au présent accord, bénéficieront sur le territoire de l'autre partie contractante du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international, des passagers, du courrier et des marchandises aux escales et sur les routes énumérées à l'annexe ci-jointe, dans les conditions précisées aux articles suivants.

Art. 13. — Les entreprises désignées par chacune des deux parties contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

Art. 14. — Sur chacune des routes figurant à l'annexe au présent accord, les services agréés auront pour objectif primordial la mise en œuvre, à un coefficient d'utilisation tenu pour raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire de la partie contractante qui aura désigné la ou les entreprises exploitant lesdits services.

Une capacité additionnelle pourra accessoirement être mise en œuvre, en sus de celle visée au premier alinéa du présent article, chaque fois que le justifient les besoins du trafic.

**Art. 15.** — Au cas où un état tiers se proposerait d'obtenir des droits sur l'un des itinéraires énumérés aux tableaux de routes figurant à l'annexe, les deux Gouvernements se consulteront pour examiner les conséquences pratiques qu'entraînerait l'exercice de ces droits.

**Art. 16.** — 1° La fixation des tarifs devra être faite à des taux raisonnables, compte tenu notamment de l'économie d'exploitation, des caractéristiques présentées par chaque service et des tarifs proposés par les autres entreprises qui exploitent tout ou partie de la même route.

2° La fixation des tarifs à appliquer sur les services agréés sera faite, dans la mesure du possible, par accord entre les entreprises désignées.

Ces entreprises procéderont :

a) soit par entente directe après consultation, s'il y a lieu, des entreprises de transport aérien de pays tiers qui exploiteraient tout ou partie des mêmes parcours ;

b) soit en appliquant les résolutions qui auront pu être adoptées par l'association du transport aérien international

3° Les tarifs ainsi fixés doivent être soumis à l'approbation des autorités aéronautiques de chaque partie contractante au minimum trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces autorités.

**Art. 4.** — Si les entreprises de transport aérien désignées ne parvenaient pas à convenir de la fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus ou si l'une des parties contractantes faisait connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe 4 précédent, les autorités aéronautiques des parties contractantes s'efforceraient d'aboutir à un règlement satisfaisant.

A défaut d'accord, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article 20 du présent accord.

Tant que la sentence arbitrale n'aura pas été rendue, la partie contractante qui aura fait connaître son désaccord aura le droit d'exiger de l'autre partie contractante le maintien des tarifs antérieurement en vigueur.

**Art. 17.** — A partir de l'entrée en vigueur du présent accord, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes devront se communiquer, dans les meilleurs délais possibles, les informations relatives aux autorisations données à la ou aux entreprises aériennes désignées pour autant qu'elles concernent l'exploitation des services agréés.

Ces informations comporteront notamment la copie des autorisations accordées, de leurs modifications éventuelles ainsi que de tous documents annexés.

Les entreprises aériennes désignées communiqueront aux autorités aéronautiques des deux parties contractantes trente (30) jours au moins avant la mise en exploitation de leurs services respectifs les horaires, les fréquences et les types d'appareils qui seront utilisés. Elle devront également communiquer toutes modifications éventuelles ultérieures.

#### TITRE IV

##### Revision - dénonciation - litiges

**Art. 18.** — Chaque partie contractante pourra, à tout instant, demander une consultation entre les autorités compétentes des deux parties contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent accord.

Cette consultation commencera au plus tard dans les trente (30) jours à compter du jour de réception de la demande.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

**Art. 19.** — Chaque partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre partie contractante son désir de dénoncer le présent accord.

Une telle notification sera communiquée simultanément à l'organisation de l'aviation civile internationale.

La dénonciation prendra effet huit (8) mois après la date de réception de la notification par l'autre partie contractante à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période.

Au cas où la partie contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze (15) jours après sa réception au siège de l'organisation de l'aviation civile internationale.

**Art. 20.** — 1° Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 18, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les Gouvernements des parties contractantes, il sera soumis sur l'initiative de l'une des parties contractantes à un tribunal arbitral.

2° Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre. Ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un état tiers comme président.

Si, dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés ou si, dans le cours du mois suivant les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque partie contractante pourra demander au président du conseil de l'organisation de l'aviation civile internationale de procéder aux désignations nécessaires.

3° Pour autant que les parties contractantes ne conviennent rien de contraire le tribunal arbitral établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

4° Le tribunal arbitral décide à la majorité des voix s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable.

5° Les parties contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

6° Si l'une des parties contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre partie contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent accord à la partie contractante en défaut.

7° Chaque partie contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné.

#### TITRE V

##### Dispositions finales

**Art. 21.** — La liste des privilèges, concessions ou autorisations antérieurement accordés à quelque titre que ce soit, par le Gouvernement de la République française à des entreprises aériennes de pays tiers sera remise au Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue des négociations que ce dernier aurait à mener avec chaque Gouvernement intéressé pour un nouvel examen de ces autorisations, concessions ou privilèges.

**Art. 22.** — Le présent accord et son annexe seront communiqués à l'organisation de l'aviation civile internationale pour y être enregistrés.

**Art. 23.** — Les dispositions du présent accord seront appliquées, à titre provisoire, dès la date de sa signature. Elles entreront en vigueur, de manière effective, un mois après la date à laquelle les deux parties contractantes se seront mutuellement notifiées l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

Fait à Paris, le 18 février 1963.

Pour le Gouvernement de la  
République française,

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre,  
chargé des affaires algériennes,  
Jean de BROGLIE.

Pour le Gouvernement de la République algérienne  
démocratique et populaire  
Le ministre de la reconstruction, des travaux publics  
et des transports,  
Ahmed BOUMENDJEL.

## Tableaux de routes

## I. — Routes françaises

De points en France vers des points en Algérie et vice-versa.

## II. — Routes algériennes

De points en Algérie vers des points en France et vice-versa.

..

N'ayant pu apprécier la valeur relative des droits de trafic de 5<sup>e</sup> liberté au-delà du territoire français ou du territoire algérien pour leurs instruments choisis, les parties contractantes n'ont pris aucune décision concernant ces droits.

Elles conviennent de se consulter ultérieurement à ce sujet.

### Accord commercial du 22 février 1963 entre la République algérienne démocratique et populaire et la République populaire de Bulgarie.

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie désireux de consolider à l'avenir les relations amicales et de développer les échanges commerciaux entre les deux pays sur la base de l'égalité et des avantages réciproques, sont convenus de ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Les livraisons de marchandises de la République algérienne démocratique et populaire vers la République populaire de Bulgarie et de la République populaire de Bulgarie vers la République algérienne démocratique et populaire se réaliseront conformément aux listes « A » et « B » ci-annexées, qui représentent partie intégrante du présent accord.

Art. 2. — Chaque partie contractante accordera toutes les facilités possibles et délivrera les autorisations d'importation nécessaires pour les marchandises qui seront importées de l'autre partie contractante. Chaque partie contractante délivrera les autorisations d'importation nécessaires en vertu des lois et réglementations qui sont ou pourront être en vigueur dans les deux pays.

Art. 3. — Les marchandises qui ne seront pas prévues dans les listes « A » et « B », ainsi que les marchandises qui ne figurent pas sur ces listes peuvent également faire l'objet d'échange, conformément aux conditions prévues par l'accord de paiement.

Art. 4. — Aux fins du présent accord seront considérés comme produits bulgares les produits qui sont originaires et en provenance de Bulgarie et comme produits algériens les produits qui sont originaires et en provenance d'Algérie. Toutefois des opérations triangulaires et multilatérales peuvent être envisagées dans le cadre des règlements en vigueur dans les deux pays.

Art. 5. — Les deux parties contractantes s'accorderont le traitement le plus favorable possible sur toutes les questions concernant le commerce entre les deux pays.

Art. 6. — Les deux parties contractantes autoriseront l'importation et l'exportation en franchise de droits d'entrée et de sortie, dans le cadre de leurs dispositions et règlements respectifs d'importation et d'exportation temporaire, en vigueur dans chacun des pays, aux :

a) échantillons de marchandises et de matériel publicitaire destinés à permettre de passer des commandes et à faire de la réclame

b) objets et marchandises, destinés aux expositions et foires, à condition que ces objets et marchandises ne soient pas vendus ;

c) objets importés pour réparation et amélioration et qui seront exportés de nouveau ;

d) objets envoyés en remplacement si les marchandises à remplacer sont réexportées.

Art. 7. — Les conditions marchandes, notamment les prix, les spécifications, les conditions de livraison et de paiement, etc., des marchandises destinées à l'exportation ou l'importation dans le cadre du présent accord, seront établies réciproquement dans

des contrats conclus entre entreprises et organisations de commerce extérieur de la République populaire de Bulgarie en tant que personne morale indépendante et les firmes, institutions et organisations autorisées à s'occuper du commerce extérieur dans la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 8. — Les paiements des marchandises livrées et les frais y afférents ainsi que tous les autres paiements, faits par des personnes physiques ou morales de l'une des parties aux personnes physiques ou morales de l'autre partie, seront effectués conformément à l'accord de paiement entre la République algérienne démocratique et populaire et la République populaire de Bulgarie signé en date de ce jour.

Art. 9. — Les deux parties contractantes sont convenues que les matières premières et semi-fabriquées, provenant de l'un des deux pays, peuvent être transformées au compte de celui-ci dans l'autre pays.

Toutefois, cette transformation et les conditions de paiement y afférent seront soumises à des autorisations spéciales, délivrées par les autorités compétentes des deux pays.

Art. 10. — Des affaires de compensation privées seront autorisées après accord préalable des autorités respectives et conformément aux dispositions et réglementations en vigueur dans les deux pays.

Art. 11. — Les deux parties contractantes examineront avec bienveillance et consentiront, dans la mesure du possible, à participer aux foires et expositions internationales, qui auront lieu sur le territoire de l'autre partie contractante.

Art. 12. — Une commission mixte, composée de représentants des deux Gouvernements, se réunira en tout temps, sur la demande de chacune des parties contractantes en vue d'examiner et de faciliter les échanges commerciaux et de régler les difficultés et différends qui pourraient surgir durant l'exécution du présent accord.

Art. 13. — Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature et sera valable jusqu'au 31 décembre 1963. Il sera renouvelé par tacite reconduction pour une nouvelle période d'un an, si l'une des parties contractantes ne le dénonce par écrit avec un préavis de trois mois avant son expiration.

Fait à Alger, le 22 février 1963 en deux exemplaires en langue française, les deux textes faisant également foi,

Pour le Gouvernement de la République Algérienne  
Démocratique et Populaire,

M. KHEMISTI.

Pour le Gouvernement  
de la République Populaire de Bulgarie,

Y.D. GOLOMEEV

## Liste A

#### Exportation de la République Algérienne Démocratique et Populaire vers la République Populaire de Bulgarie

- 1 Agrumes,
- 2 Vin,
- 3 Tabac (en feuilles fabriquées),
- 4 Olives de conserve,
- 5 Huile d'olive,
- 6 Figues,
- 7 Dattes,
- 8 Raisins secs,
- 9 Blé dur,
- 10 Orge,
- 11 Lentilles,
- 12 Caroubes,
- 13 Jus de fruits,
- 14 Conserves de poissons,
- 15 Géranium (essence de),
- 16 Laine,



- 17 Alfa,
- 18 Liège,
- 19 Crin végétal,
- 20 Peaux brutes,
- 21 Tourteaux,
- 22 Son fin,
- 23 Boyaux de moutons,
- 24 Phosphates,
- 25 Minéral de plomb,
- 26 Minéral de fer,
- 27 Minéral de zinc,
- 28 Ferrailles,
- 29 Câbles et fils électriques,
- 30 Charpentes métalliques,
- 31 Tubes noirs,
- 32 Tubes galvanisés,
- 33 Véhicules automobiles,
- 34 Divers.

#### Liste B

*Exportation de la République Populaire de Bulgarie  
vers la République Algérienne Démocratique et Populaire*

- 1 Machines de textiles,
- 2 Machines outils,
- 3 Machines de construction,
- 4 Machines de transport,
- 5 Palans électriques,
- 6 Chariots électriques,
- 7 Machines pour l'industrie minière,
- 8 Moteurs à combustion interne,
- 9 Pompes,
- 10 Réfrigérateurs,
- 11 Machines à travailler le bois,
- 12 Machines agricoles,
- 13 Moteurs électriques,
- 14 Matériel d'isolation et d'installation électrique,
- 15 Isolateurs,
- 16 Accumulateurs et pièces d'accumulateurs,
- 17 Séparateurs microporeux,
- 18 Appareils de radio, de télévision et pièces détachées,
- 19 Instruments de mesure électriques,
- 20 Instruments de médecine électriques,

- 21 Appareils de chauffage électriques,
- 22 Groupes électrogènes,
- 23 Câbles et conducteurs,
- 24 Motocyclettes,
- 25 Métaux ferreux laminés,
- 26 Faïence sanitaire et de construction,
- 27 Ciment,
- 28 Hêtre étuvé,
- 29 Bois contreplaqué,
- 30 Panneaux agglomérés,
- 31 Porcelaine de ménage,
- 32 Fil à coudre,
- 33 Chaussures,
- 34 Articles en caoutchouc,
- 35 Verre plat et verrerie,
- 36 Services de table,
- 37 Soude caustique,
- 38 Soude calcinée,
- 39 Soufre en poudre,
- 40 Blanc de zinc,
- 41 Bicarbonate de soude,
- 42 Terebenthine,
- 43 Bicarbonate d'ammonium,
- 44 Carbures de calcium,
- 45 Nitrite de soude,
- 46 Engrais azotés,
- 47 Produits laitiers,
- 48 Sucre,
- 49 Textiles de coton et de laine,
- 50 Bonneterie de coton et de laine,
- 51 Confections de coton et de laine,
- 52 Articles en lin,
- 53 Jordes en chanvre,
- 54 Piments rouges,
- 55 Pruniaux,
- 56 Articles en cuir,
- 57 Ustensiles de ménage d'aluminium,
- 58 Médicaments,
- 59 Cigarettes,
- 60 Navires,
- 61 Films et publications,
- 62 Divers.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décret n° 63-65 du 18 février 1963 relatif à la diminution des loyers (Rectificatif).

J.O. n° 9, du 1<sup>er</sup> mars 1963, page 210, 2<sup>e</sup> colonne, à l'article 5 :

Au lieu de :

Pour ceux de la 3<sup>e</sup> catégorie de 15 N.F. à 25 N.F.,

Lire :

Pour ceux de la 3<sup>e</sup> catégorie de 25 N.F. à 40 N.F.

Le reste sans changement.

Décret n° 63-68 du 1<sup>er</sup> mars 1963 portant modification du décret n° 63-65 du 18 février 1963 relatif à la diminution des loyers.

Le chef du Gouvernement, président du conseil des ministres,  
Vu le décret n° 63-65 du 18 février 1963 portant diminution des loyers ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> du décret n° 63-65 du 18 février 1963 susvisé est modifié comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. — A dater de la publication du présent décret, les rapports entre bailleurs, locataires ou occupants de bonne foi de locaux à usage d'habitation et à usage professionnel seront régis par les dispositions suivantes ».



Art. 2. — Le titre IV relatif aux locaux commerciaux ou à usage industriel du décret susvisé est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de la justice, garde des sceaux, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre de la reconstruction, des travaux publics et des transports et le ministre du commerce, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1<sup>er</sup> mars 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le Chef du Gouvernement,  
Président du Conseil des Ministres,

Le ministre de la justice  
garde des sceaux,  
A. BENTOUMI.

Le ministre de l'intérieur,  
A. MEDEGHRI.

Le ministre de la reconstruction,  
des travaux publics et des transports,  
A. BOUMENDJEL.

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

Le ministre du commerce,  
M. KHOBZI.

Décret n° 63-69 du 1<sup>er</sup> mars 1963 portant organisation et fonctionnement des juridictions commerciales.

Le chef du Gouvernement, Président du conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre de la justice, garde des sceaux,  
Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconstruction, jusqu'à nouvel ordre, de la législation en vigueur au 31 décembre 1962.

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les tribunaux de commerce sont supprimés à compter de la date de publication du présent décret.

Art. 2. — Il est institué une chambre commerciale dans chacun des tribunaux de grande instance d'Alger, Oran, Constantine et Bône.

Art. 3. — Les chambres commerciales sont présidées par un magistrat désigné par le président du tribunal de grande instance, et composées en outre de deux assesseurs commerçants élus.

Art. 4. — En attendant que des élections puissent être organisées, les assesseurs des chambres commerciales sont nommés par le préfet du département dans lequel se trouve le siège du tribunal de grande instance.

Art. 5. — Nul ne peut être nommé en qualité d'assesseur des chambres commerciales s'il n'est âgé de trente ans au moins, en possession de ses droits civils inscrits au registre du commerce depuis cinq années et domicilié dans le ressort du tribunal de grande instance depuis également cinq années.

Art. 6. — Les bureaux des organismes reconnus comme représentatifs de la profession commerciale soumettent, après délibération régulière constatée par procès-verbal, au préfet du département où siège le tribunal de grande instance une liste de propositions d'assesseurs titulaires et d'assesseurs suppléants dont le nombre sera fixé suivant les besoins de chaque tribunal.

Après avoir vérifié si les commerçants proposés remplissent les conditions fixées à l'article 5 ci-dessus le préfet arrête une liste de noms portant désignation d'assesseurs titulaires et d'assesseurs suppléants et en adresse un exemplaire au président de chacun des tribunaux de grande instance intéressés.

Un décret d'application précisera le ou les organismes considérés comme représentatifs de la profession commerciale.

Art. 7. — Les assesseurs suppléants sont appelés, dans l'ordre d'inscription fixé par l'arrêté du préfet, à remplacer les assesseurs titulaires absents, malades ou empêchés. Ces derniers avisent en temps utile le président du tribunal de grande instance des motifs de leur empêchement de siéger, afin de lui permettre de convoquer leur remplaçant.

Art. 8. — Les chambres commerciales continueront à statuer suivant les règles de compétence et de procédure en vigueur devant les anciens tribunaux de commerce.

Art. 9. — Les instances en référé sont portées devant le président du tribunal de grande instance ou un magistrat délégué par lui.

L'appel en est porté devant la cour d'appel.

Art. 10. — Les instances actuellement pendantes devant les tribunaux de commerce sont reprises, en l'état de la procédure, devant la chambre commerciale du tribunal de grande instance compétent.

Art. 11. — Les greffes des anciens tribunaux de commerce d'Alger, Oran, Constantine et Bône, sont provisoirement maintenus avec leurs attributions.

Art. 12. — Le ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre du commerce et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1<sup>er</sup> mars 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,

Le ministre de la justice,  
garde des sceaux,  
A. BENTOUMI.

Le ministre de l'intérieur,  
A. MEDEGHRI.

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

Le ministre du commerce,  
M. KHOBZI.

Arrêtés des 23 janvier 1963 et 19 février 1963 relatifs à la situation de commis-greffiers, greffiers et notaires.

Par arrêté du 23 janvier 1963, M. Khedri Ahmed Zerrouk, candidat reçu au concours de commis-greffier de 1957, est nommé commis-greffier stagiaire près le tribunal d'instance de Bou-Saâda, poste vacant.

Par arrêté du 19 février 1963, M. Adjerag Amor, commis-greffier titulaire au tribunal d'instance de Mansourah, est désigné, sur sa demande, à titre précaire et révocable, pour assurer l'intérim des fonctions de greffier-notaire au titre II près le tribunal (poste vacant).

Par arrêté du 19 février 1963, M. Tabet Messaoud, commis-greffier titulaire près le tribunal d'instance d'Alger-Hamma, est désigné sur sa demande à titre précaire et révocable, pour assurer l'intérim des fonctions de greffier du tribunal d'instance de Maison-Carrée (Poste vacant).

Par arrêté du 19 février 1963, M. Mazouzi Khaled, commis-greffier titulaire à Palestro est nommé, sur sa demande, commis-greffier titulaire à Affreville, poste vacant par suite de la nomination de M. Bouziane Djemal-Dine appelé à d'autres fonctions.

**Arrêtés du 19 février 1963 portant démission de notaires, d'avoués et d'huissiers.**

Par arrêté du 19 février 1963, la démission de M. Cuq Henri, notaire à la résidence de Guyotville, ressort de la cour d'appel d'Alger, est acceptée, à compter du présent arrêté.

Par arrêté du 19 février 1963, la démission de M. Allegret Jean, notaire à la résidence de Sidi Bel Abbès, ressort de la cour d'appel d'Oran, est acceptée à compter de ce jour.

Par arrêté du 19 février 1963, la démission de M<sup>e</sup> Deluca Maxime, notaire à la résidence de Bône, est acceptée, à compter du présent arrêté.

Par arrêté du 19 février 1963, la démission de M. Roux Roger, avoué près le tribunal de grande instance de Sidi-Bel-Abbès, est acceptée, à compter du présent arrêté.

Par arrêté du 19 février 1963, la démission de M. Camilleri Georges, avoué près le tribunal de grande instance de Blida, est acceptée, à compter du présent arrêté.

Par arrêté du 19 février 1963, la démission de M. Reimonen F., huissier de justice à Alger, est acceptée, à compter du présent arrêté.

Par arrêté du 19 février 1963, la démission de M<sup>e</sup> Choukroun Joseph, notaire à la résidence d'Aumale, est acceptée à compter du présent arrêté.

**Arrêté du 19 février 1963 portant désignation d'un notaire-suppléant.**

Par arrêté du 19 février 1963, les dispositions de l'arrêté du 10 janvier 1963, portant désignation de M. Trabelsi Lamine, en qualité de suppléant, pour gérer l'office d'huissier et de greffier de Touggourt, devenu vacant par suite de la démission de M. Nagno André sont rapportées.

M. Trabelsi Lamine, est désigné, à titre précaire et révocable, en qualité de suppléant pour gérer l'office d'huissier, greffier-notaire au titre 2, à Touggourt.

**Arrêté du 19 février 1963 rapportant la désignation d'un suppléant notaire et d'un huissier.**

Par arrêté du 19 février 1963, les dispositions de l'arrêté du 16 janvier 1963, désignant M. Zerrouk Mohammed, en qualité de suppléant notaire, chargé de gérer l'étude de M<sup>e</sup> de Dietrich Paul, notaire à Sidi-Bel-Abbès, déclarée vacante, conformément aux dispositions du décret du 24 décembre 1962, n° 62-135, sont rapportées.

Par arrêté du 19 février 1963, les dispositions de l'arrêté du 8 juin 1962, nommant M<sup>e</sup> Hamli Embarek, en qualité d'huissier de justice à Colbert, sont rapportées.

**Arrêté du 19 février 1963 portant démission d'un commissaire-priseur.**

Par arrêté du 19 février 1963, la démission de M<sup>e</sup> Elkaim Maurice, commissaire-priseur à Alger, est acceptée à compter du présent arrêté.

**Arrêté du 19 février 1963 portant nomination d'un adel**

Par arrêté du 19 février 1963, M. Baghdadi Abdelkrim, adel à la Mahakma de Nédromah, est muté, en la même qualité, à la Mahakma de Sidi-Bel-Abbes, poste actuellement vacant.

**Arrêté du 19 février 1963 relatif à la situation d'un interprète-judiciaire.**

Par arrêté du 19 février 1963, M. Benyezzar Boulakras, interprète judiciaire près le tribunal d'instance de Mila, est nommé, sur sa demande et en la même qualité, près le tribunal d'instance du Khroubs.

**Arrêtés du 19 février 1963 portant mise en disponibilité de notaires et d'un cadi-juge.**

Par arrêté du 19 février 1963, sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 8 juin 1962, portant nomination de M<sup>e</sup> Roffe, en qualité de notaire à Miliana.

Sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 5 décembre 1962, portant acceptation de la démission de maître Roffe, notaire à Miliana.

La mise en disponibilité de maître J. Roffe, notaire à Batna, est accordée à compter du 15 août 1962, pour une période d'un an, pour raison de maladie.

Par arrêté du 19 février 1963, la mise en disponibilité de M<sup>e</sup> Jacques Strock notaire à la résidence de Boufarik, est accordée pour une période de trois mois, à compter du présent arrêté pour raison de santé.

Par arrêté du 19 février 1963, M. Halaimia Mustapha, cadi-juge près la Mahakma de Souk-Ahram est mis, sur sa demande, en congé de maladie de six mois à compter du premier octobre 1962 (troisième période).

## MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

**Décret du 7 février 1963 portant nomination en qualité de ministre plénipotentiaire hors classe.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu le décret n° 63/5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères ;

Le conseil des ministres entendu,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — M. Saâd Dahlab est nommé ministre plénipotentiaire hors classe.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,  
*Le ministre des affaires étrangères,*  
M. KHEMISTI.

*Le ministre des finances,*  
A. FRANCIS.

Décret du 7 février 1963 portant nomination en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de sa Majesté le Roi du Maroc.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Vu le décret n° 62-509 du 19 juillet 1962 de l'Exécutif provisoire de l'Etat algérien ;

Vu le décret n° 63/5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Vu le décret du 7 février 1963 nommant M. Saâd Dahlab ministre plénipotentiaire hors classe ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères ;

Le conseil des ministres entendu,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — M. Saâd Dahlab est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de sa Majesté le Roi du Maroc.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,  
*Le ministre des affaires étrangères,*  
M. KHEMISTI.

*Le ministre des finances,*  
A. FRANCIS.

Décret du 19 février 1963 portant nomination en qualité de secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Vu le décret n° 63/5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères ;

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — M. Abdelmalek Benhabyles est nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,  
*Le ministre des affaires étrangères,*  
M. KHEMISTI.

*Le ministre des finances,*  
A. FRANCIS.

Décret du 19 février 1963 portant nomination en qualité de ministre plénipotentiaire.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu le décret n° 63-5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — M. Abdelmalek Benhabyles est nommé ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe (1<sup>er</sup> échelon).

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,  
*Le ministre des affaires étrangères,*  
M. KHEMISTI.

*Le ministre des finances,*  
A. FRANCIS.

Décret du 19 février 1963 portant nomination en qualité de ministre plénipotentiaire.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu le décret n° 63-5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — M. Tewfik Bouattoura est nommé ministre plénipotentiaire de 3<sup>e</sup> classe (2<sup>e</sup> échelon).

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,  
*Le ministre des affaires étrangères,*  
M. KHEMISTI.

*Le ministre des finances,*  
A. FRANCIS.

**Décret du 19 février 1963 portant nomination en qualité de directeur des affaires politiques du ministère des affaires étrangères.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Vu le décret n° 63-5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Tewfik Bouattoura est nommé directeur des affaires politiques du ministère des affaires étrangères.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,

Le ministre des affaires étrangères,  
M. KHEMISTI.

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

**Décret du 25 février 1963 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, en qualité de haut représentant de la République algérienne démocratique et populaire en France.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Vu le décret n° 63-5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Vu le décret du 18 janvier 1963 nommant M. Abdellatif Rahal ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès du Gouvernement de la République française ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Le conseil des ministres entendu,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — M. Abdellatif Rahal est nommé haut représentant de la République algérienne démocratique et populaire en France.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 février 1963.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,

Ahmed BEN BELLA.

Le ministre des affaires étrangères,  
M. KHEMISTI.

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

**Décret du 25 février 1963 portant nomination en qualité de ministre plénipotentiaire.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Vu le décret n° 63-5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — M. Laredj Sekkiou est nommé ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe (1<sup>er</sup> échelon).

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,

Le ministre des affaires étrangères,  
M. KHEMISTI.

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

**Décret du 25 février 1963 portant nomination en qualité de ministre délégué, haut représentant adjoint de la République algérienne démocratique et populaire en France.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Vu le décret n° 62-503 du 19 juillet 1962 de l'Exécutif provisoire de l'Etat algérien ;

Vu le décret n° 63-5 du 8 janvier 1963 portant statut particulier des agents diplomatiques et consulaires ;

Vu le décret du 25 février 1963 nommant M. Laredj Sekkiou, ministre plénipotentiaire de 2<sup>e</sup> classe (1<sup>er</sup> échelon).

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Le conseil des ministres entendu,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — M. Laredj Sekkiou est nommé ministre délégué haut représentant adjoint de la République algérienne démocratique et populaire en France.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,

Le ministre des affaires étrangères,  
M. KHEMISTI.

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

## MINISTERE DES FINANCES

**Décret n° 63-67 du 1<sup>er</sup> mars 1963 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1963 au ministre du commerce.**

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la loi de finances pour 1963, n°62-155 du 31 décembre 1962,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts au ministre du commerce par la loi de finances pour 1963 sont répartis par chapitre conformément à l'état A annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1<sup>er</sup> mars 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le Chef du Gouvernement,  
Président du Conseil des ministres,

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

Le ministre du commerce,  
M. KHOBZI.

**ETAT A**  
**Répartition par chapitre des crédits ouverts pour 1963**  
**au Ministère du Commerce**

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS
<b>TITRE III</b>		
<b>1ère Partie</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration Centrale — Rémunérations principales .....	529.700
31-02	Administration Centrale — Indemnités et allocations diverses .....	18.200
31-11	Services Extérieurs — Rémunérations principales .....	346.000
31-12	Services Extérieurs — Indemnités et allocations diverses .....	12.100
	Total de 1ère Partie .....	906.000
<b>3ème Partie</b>		
<i>Personnel — Charges sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	134.600
33-92	Prestations facultatives .....	400
33-93	Sécurité sociale .....	mémoire
	Total de la 3ème Partie .....	135.000
<b>4ème Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration Centrale — Remboursement de frais .....	22 100
34-02	Administration Centrale — Matériel .....	19.500
34-11	Services Extérieurs — Remboursement de frais .....	31.000
34-12	Services Extérieurs — Matériel .....	12.600
34-91	Parc automobile — Achat, entretien et fonctionnement .....	10.800
	Total de la 4ème Partie .....	96.000
<b>7ème Partie</b>		
<i>Dépenses diverses</i>		
37-11	Frais de stage effectué par les fonctionnaires et les cadres .....	34.000
	Total du titre III .....	1.171.000
<b>TITRE IV</b>		
<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>		
<b>4ème partie</b>		
<i>Action économique — Encouragements et interventions</i>		
44-21	Expansion économique. — Foires Nationales et Internationales. — Re-présentations sur les marchés étrangers .....	115.000
	Total pour le ministère du Commerce .....	1.286.000

Décret n°63-66 du 1<sup>er</sup> mars 1963 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1963 au budget annexe de l'imprimerie officielle.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,  
Vu la loi de finances pour 1963, n° 62-155 du 31 décembre 1962 ;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décède :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts au budget annexe de

l'imprimerie officielle, par la loi de finances pour 1963, sont répartis par chapitre conformément à l'état A annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1<sup>er</sup> mars 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du Gouvernement  
Président du conseil des ministres,

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

### ETAT A

#### Répartition par chapitre des crédits ouverts pour 1963 au Budget annexe de l'Imprimerie Officielle

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS
1	Personnel administratif - Rémunérations principales .....	63.273
2	Personnels ouvriers permanents, personnels auxiliaires temporaires - Salaires et accessoires de salaire .....	838.288
4	Versement forfaitaire de 5 % sur les traitements et salaires .....	60.000
5	Pensions et versements obligatoires .....	172.675
6	Remboursement de frais .....	19.500
7	Matériel et dépenses d'exploitation .....	1 470.000
8	Dépenses diverses de fonctionnement .....	150.000
9	Achat et entretien de véhicules automobiles .....	31.000
10	Dépenses d'établissement, d'entretien et dépenses diverses .....	240.000
	Total pour le budget annexe de l'Imprimerie officielle .....	3 044.736

Arrêté du 14 février 1963 portant délégation dans les fonctions d'inspecteur principal des impôts.

Par arrêté du 14 février 1963, M. Chérif Abdelkader inspecteur des impôts est délégué dans les fonctions d'inspecteur principal des impôts (1<sup>er</sup> échelon) à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1962.

Décision du 27 février 1963 portant création d'un parc automobile pour le ministère des habous.

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 1830 du 19 décembre 1961 et le décret n° 61-1484 du 29 décembre 1961 portant répartition des crédits ouverts au budget des services civils en Algérie pour 1962, ensemble les textes qui les ont modifiés, spécialement l'ordonnance n° 62-032 du 21 août 1962 portant modification des crédits ouverts au budget des services civils en Algérie pour 1962 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1949 relatif aux parcs automobiles des administrations publiques civiles ;

Vu l'instruction n° 3343/F/DO du 26 avril 1950,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé pour le ministère des Habous un parc automobile qui est fixé ainsi qu'il suit :

Affectation : Administration centrale

T : 4.

Art. 2. — Les véhicules, qui dans la limite de la dotation fixée à l'article 1<sup>er</sup> constitueront le parc automobile du ministère des Habous seront immatriculés aux diligences du ministère des Finances (service des domanes) en exécution des prescriptions de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1949.

Fait à Alger, le 27 février 1963.

A. FRANCIS.

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret n° 63-70 du 2 mars 1963, portant organisation de la campagne vinicole 1962-1963.

Le chef du Gouvernement, président du conseil des ministres,

Vu l'ordonnance n° 62-037 du 18 septembre 1962 relative à l'organisation de la campagne viti-vinicole 1962-1963 ;

Vu le décret n° 63-44 du 6 février 1963, portant application des dispositions de l'ordonnance n° 62-037 du 18 septembre 1962

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, du ministre des finances et du ministre du commerce,

### Décrets :

Article 1<sup>er</sup>. — La campagne vinicole 1962-1963 est organisée selon les dispositions suivantes :

Art. 2. — Echelonnement des tranches après détermination du quantum et du hors quantum de chaque viticulteur.

### Quantum :

Le volume du quantum que chaque viticulteur déclarant peut commercialiser au cours de la campagne 1962-1963 comportera, outre la première tranche libérée le 1<sup>er</sup> septembre 1962, au titre des 15 hls/ha. de vigne en production, avec minimum de 30 hls par exploitation :

- une 2<sup>e</sup> tranche libérable le 1<sup>er</sup> mars 1963,
- une 3<sup>e</sup> tranche libérable le 1<sup>er</sup> mai 1963,
- une 4<sup>e</sup> tranche libérable le 1<sup>er</sup> juillet 1963.

Les trois dernières tranches ci-dessus comporteront chacune 1/3 du solde du quantum attribué sur la récolte 1962 de chaque viticulteur déclarant, après déduction de la 1<sup>re</sup> tranche libérée et du blocage à la propriété prévu par l'article 3 du présent décret.

Les transferts d'échelonnement sont interdits.

### Hors quantum :

L'expédition des vins assimilables à du hors quantum après compensation s'effectuera dans la limite des contingents autorisés en application d'arrangements commerciaux.

### Article 3. — Blocage.

#### A la propriété :

Chaque déclarant devra conserver dans des chais, au 31 août 1963, un stock de vin équivalent à 10 % du volume de ses ressources en vins de consommation courante au 1<sup>er</sup> septembre 1962, celles-ci étant représentées par le stock déclaré au 31 août 1962, augmenté de sa récolte 1962.

Le blocage devra constituer par des vins du quantum

Seront dispensés du blocage, les producteurs qui auront récolté moins de 30 hls, ou dont la récolte aura été obtenue avec un rendement inférieur à 15 hls/ha.

A défaut de présentation de ces stocks, aux services compétents, les intéressés devront justifier de la sortie régulière de ces vins par transfert administratif officiellement accordé. Au commerce :

Le commerce devra également présenter un stock de vin du quantum équivalent à celui qu'il possédait au 31 août 1962, augmenté des quantités ayant fait l'objet de transferts administratifs.

Art. 4. — Il sera tenu compte du blocage prévu par l'article 3 du présent décret, dans la détermination du volume commercialisable au titre du quantum en application des dispositions de l'article 2 du décret susvisé n° 63-44 du 6 février 1963.

Art. 5. — L'avant-dernier alinéa de l'article 10 de l'ordonnance susvisée n° 62-637 du 18 septembre 1962 est modifié ainsi qu'il suit :

- « à défaut d'affectation à un viticulteur dans les quatre mois qui suivent l'exportation ou l'un des autres faits générateurs du droit à compensation, ce droit est annulé. Toutefois, cette annulation n'interviendra pas avant le 1<sup>er</sup> avril 1963 pour les opérations réalisées pendant les mois de septembre, octobre et novembre 1962. »

Art. 6. — Après le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 13 de l'ordonnance susvisée n° 62-637 du 18 septembre 1962, est ajouté l'alinéa suivant :

- Toutefois les taux normaux ci-dessus indiqués sont réduits à :
- 5 % pour les vendanges ou moûts utilisés à la préparation de jus de raisin, à l'élaboration de vins doux naturels, mistelles, vins de liqueurs.
- 3 % pour les vendanges employées à la production de mistelles par mutage direct à l'alcool de la vendange. »

Art. 7. — Pour l'application des articles 2, 3, 4 et 5 ci-dessus, les acheteurs de vendanges sont, le cas échéant, substitués aux récoltants.

Art. 8. — Toutes les dispositions antérieures intéressant la production et le commerce des vins non abrogées demeurent en vigueur, notamment celles relatives :

- à la normalisation des vins
- à l'amélioration de la qualité.
- aux sanctions pénales pour la répression des infractions et des fraudes.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, le ministre des finances et le ministre du commerce, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 mars 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le Chef du Gouvernement,  
Président du Conseil des ministres,

Le ministre des finances,  
A. FRANCIS.

Le ministre du commerce,  
M. KHOBZI.

Le ministre de l'agriculture  
et de la réforme agraire,  
A. OUZEGANE.

## MINISTRE DU COMMERCE

Arrêté du 28 février 1963 portant attributions de l'office national de commercialisation en matière d'importation des cafés verts à revendre en l'état, des cafés de triage et brisures, des cafés semi-torréfiés et des cafés verts destinés à la torréfaction.

Le ministre du commerce,

Vu le décret 62-125 du 19 décembre 1962 portant création de l'office national de commercialisation ;

Vu le décret 63-39 du 2 février 1963 fixant les conditions d'importation des cafés verts à revendre en l'état, des cafés de triage et brisures, des cafés semi-torréfiés et des cafés verts destinés à la torréfaction,

### Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — A compter du 5 mars 1963, et sous réserve des dispositions prévues à l'article 2 du décret n° 63-39 du 2 février 1963, l'importation des cafés verts à revendre en l'état, des cafés de triage et brisures, des cafés semi-torréfiés et des cafés verts destinés à la torréfaction relève de la compétence exclusive de l'office national de commercialisation.

Art. 2. — Conformément à l'arrêté du 26 janvier 1963, les importateurs et torréfacteurs sont tenus de déclarer à la direction du commerce intérieur, division de la commercialisation et des prix, les stocks existants à la date du 26 janvier 1963 à 0 heure ainsi que les marchandises flottantes et celles à livrer pour solde de leurs contrats dont l'existence a été déclarée à la direction ci-dessus précisée.

Art. 3. — Après réalisation des contrats déclarés conformément à l'article 2 du présent arrêté les vendeurs en l'état et les torréfacteurs des différentes qualités de cafés préciseront, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1963, à la direction du commerce intérieur, division de la consommation et des prix leurs besoins pour le trimestre et ce, au plus tard quinze jours avant qu'il ne débute.

Art. 4. — L'office national de commercialisation réalisera le programme d'approvisionnement tel qu'il lui sera précisé par le ministère du commerce. Les vendeurs en l'état et torréfacteurs seront avisés des lieux d'enlèvement des marchandises correspondant à leurs besoins déclarés.

L'office national de commercialisation rétrocedera les différentes qualités de cafés aux prix fixés par arrêté du ministre du commerce.



Art. 5. — Un dépôt de garantie sera exigé de chaque acheteur égal à 10 NF par quintal. Cette garantie sera acquise en cas de défaillance des acheteurs.

Art. 6. — Le paiement des marchandises s'effectuera comptant contre remise d'un bon d'enlèvement.

Art. 7. — La rémunération de l'office national de commercialisation sera constituée par un prélèvement égal à 2 % maximum des prix CAF ports algériens des marchandises importées

Fait à Alger, le 28 février 1963.

M. KHOBZI.

### AVIS AUX IMPORTATEURS

Les importateurs sont informés qu'au titre du programme général d'importation 1963 un contingent de friperie (Tarif douanier 63-01) est ouvert.

Ce contingent est attribué au titre du premier semestre 1963.

Les demandes de licence d'importation établies dans les formes réglementaires sur imprimés « Modèle A.C. » accompagnées d'une facture pro-forma en triple exemplaire doivent être adressées sous pli recommandé, au ministère du commerce Palais du Gouvernement, Alger, avant le 15 mars 1963, le cachet de la poste faisant foi.

Il est précisé que les titres d'importation doivent être exclusivement déposés à l'OFALAC, 40-42, rue Ben M'Hidi (ex rue d'Isly) Alger, jusqu'au 15 mars 1963 au plus tard.

### MINISTRE DE L'INDUSTRIALISATION ET DE L'ENERGIE

**Décret du 27 février 1963 portant nomination du directeur du Bureau d'Etudes, de réalisations et d'interventions industrielles et minières (B.E.R.I.M.).**

Le chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu le décret n° 63-56 du 11 février 1963 portant création d'un Bureau d'Etudes, de Réalisations et d'Interventions Industrielles et Minières (B.E.R.I.M.) ;

Vu le décret n° 63-57 du 11 février 1963 portant organisation administrative et financière du B.E.R.I.M. ;

Sur proposition du ministre de l'industrialisation et de l'énergie,

**Décète :**

Article 1er. — Est nommé en qualité de directeur du Bureau d'études de réalisations et d'interventions industrielles et minières, M. Mahed Mohamed Charef.

Art. 2. — Le ministre de l'industrialisation et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 février 1963.

Ahmed BEN BELLA.

Par le chef du gouvernement,  
Président du Conseil des ministres,

*Le ministre de l'industrialisation  
et de l'énergie*  
Laroussi KHELIFA.

### MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Décret n° 62-166 du 31 décembre 1962 portant création d'un institut pédagogique national.**

Le chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Le Conseil des ministres entendu,

**Décète :**

Article 1er. — Il est créé un institut pédagogique national (I.P.N.) dont le but est :

1° de favoriser et de centraliser la recherche pédagogique ;

2° de diffuser les résultats de ces recherches en mettant à la disposition des organismes intéressés les moyens pédagogiques mis au point par les services de l'I.P.N.

Art. 2. — L'Institut pédagogique national (I.P.N.) est placé sous l'autorité du ministre de l'éducation nationale.

Art. 3. — La direction de l'I.P.N. sera assurée par :

1° un directeur nommé par le ministre de l'éducation nationale, qui exercera les fonctions de chef du service de centralisation en contrôlant et en coordonnant les activités administratives, pédagogiques et techniques de l'I.P.N.

2° un service comprenant les quatre bureaux suivants :

a) le bureau de l'administration générale

b) le bureau d'études et de recherches pédagogiques

c) le bureau de la documentation pédagogique

d) le bureau de la production et de la diffusion des moyens pédagogiques.

Art. 4. — Les attributions des différents services de l'I.P.N. sont définies comme suit :

1° le bureau de l'administration générale assure la gestion du personnel et du matériel de l'I.P.N.

2° le bureau d'études et de recherches pédagogiques a pour mission de favoriser et développer la recherche pédagogique, en entreprenant des enquêtes, en suscitant des contacts entre les membres des différents ordres d'enseignement et le monde économique et social, en organisant des stages séminaires et colloques tendant au perfectionnement des méthodes d'enseignement, en coopérant avec les institutions analogues sur le plan international :

3° le bureau de documentation pédagogique a pour mission de faire l'inventaire et la sélection des moyens d'information et d'action pédagogique ;

4° le bureau de la production et de la diffusion pédagogique a pour mission de mettre à la disposition du personnel enseignant tout document : fiches, bulletins, manuels, films vues etc... produit par l'I.P.N.

Il est créé à cet effet :

— un service d'édition des publications de l'I.P.N.

— un service d'équipement en matériel scientifique

— un service de production des moyens audio-visuels

— un service de production des moyens d'enseignement ou de formation par correspondance ou par radiotélévision à l'échelle nationale

Art. 5. — Le siège de l'I.P.N. est également celui des organismes suivants dont l'activité lui est complémentaire :

— le centre de formation pédagogique accélérée

— le centre de recherches des moyens de lutte contre l'analphabétisme

— le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaire et professionnelle chargé de recueillir et de diffuser la documentation nécessaire à l'orientation scolaire et professionnelle.

— le centre de recherches documentaires de l'enseignement technique rattaché à l'école nationale d'ingénieurs de Maison Carrée

— la cinémathèque.

Art. 6. — Des centres d'études de documentation et de diffusion de toutes les publications de l'I.P.N. sont organisés dans chaque inspection académique

Art. 7. — Les associations pédagogiques et œuvres scolaires sont autorisées à fixer leur siège à l'I.P.N. et dans les centres régionaux ou départementaux dans le cadre d'une contribution bénévole à l'action menée par les services officiels.

Art. 8. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 décembre 1962.

Ahmed BEN BELLA.

par le chef du Gouvernement,  
Président du Conseil des ministres,

*Le ministre de l'éducation nationale*  
A. BENHAMIDA.

*Le ministre des finances,*  
A. FRANCIS